



Ouvrières du textile à Adwa en 2005. Le textile et le cuir sont les deux principaux secteurs de production de l'Éthiopie

Une nouvelle **politique scientifique** pour l'Éthiopie

L'Éthiopie a dévoilé sa nouvelle politique de science et technologie (S&T) à Addis-Abeba, le 26 juin. Point d'aboutissement d'une évaluation entreprise par le gouvernement avec le soutien de l'UNESCO, cette étude préconise que la nouvelle politique soit considérée comme partie intégrante du plan d'ensemble de la nation pour son développement, et que ses programmes prioritaires incluent la recherche en science sociale. Elle recommande, en outre, qu'au moins 1,5 % du PIB soit consacré chaque année à la recherche-développement (R&D).

Depuis 14 ans, l'Éthiopie connaît une intense activité de décentralisation de l'administration, de restructuration et de privatisation. En 1993 la politique scientifique visait à remplacer par une économie industrielle une économie agricole, l'agriculture servant de tremplin aux autres secteurs. L'étude actuelle vise à préciser comment le pays pourra réussir, dans les 10 à 20 ans prochains, son développement socioéconomique et mieux aligner ses objectifs sur les besoins de sa population.

Les 73 millions d'Éthiopiens font partie des populations les plus pauvres de l'Afrique. Sa croissance est rapide (2,8 % par an), alors même que l'espérance de vie est tombée de 48 ans en 1998 à 38 aujourd'hui à cause du VIH/sida. Le nombre d'hôpitaux (115) est insuffisant et seuls 62 % des urbains et 6 % des ruraux disposent d'installations sanitaires. La consommation d'électricité par habitant, très faible (39 kWh en 2001), reste surtout à usage domestique : l'agriculture n'en consomme que 0,2 % ; les transports 1,2 %, l'industrie 1,3 % et les services 3,5 %.

L'étude indique que la cause profonde de la plupart des problèmes socioéconomiques de l'Éthiopie trouve sa source dans l'absence d'un socle solide de S&T. Le secteur agricole, qui assure 45 à 50 % du PIB, 63 % des revenus d'exportation et près de 85 % des emplois, utilise peu de machines et de fertilisants. L'Éthiopie possède le plus grand cheptel des pays africains, mais sa productivité est faible. Quelque 19 % des terres ne sont pas exploitées, et les sécheresses à répétition, conjuguées à des pertes importantes de sol arable dues à la dégradation de l'environnement, ont abouti à une pauvreté et une famine durables. Le pays jouit cependant d'une riche biodiversité et de conditions géographiques et climatiques contrastées.

Les ressources minérales sont sous-exploitées. La présence de certains minéraux est attestée : pétrole, gaz naturel, platine, cuivre, nickel, fer, étain, zinc, charbon et potassium, mais leur qualité ainsi que leur quantité ne sont pas vraiment définies. Le Bureau de géologie ne procède actuellement qu'à des activités routinières de cartographie et d'exploration.

Les industries autres que minières assurent environ 11 % du PIB, 10 % des emplois et 22 % des échanges internationaux. Sont encore dominantes l'industrie légère et de transformation agricole. D'autres entreprises concernent l'agro-alimentaire, le bois de construction et de menuiserie, le papier, l'imprimerie et les produits chimiques. L'ingénierie produit surtout du matériel de transport et des machines.

Comme la R&D industrielle en est à ses balbutiements, l'étude se focalise sur les moyens de stimuler l'innovation

technologique. Elle préconise de renforcer les liaisons entre institutions d'ingénierie comme les universités, l'industrie et les utilisateurs, et de créer des mécanismes pour faire remonter l'information vers les décideurs. Elle prône l'octroi de mesures incitatives aux entreprises privées souhaitant investir dans la R&D, comme l'exemption de taxes sur tout matériel importé aux fins de la R&D, afin d'aider les compagnies à s'équiper en technologie. Elle recommande de mettre en place des pépinières de spécialistes en affaires et en technologie, ainsi qu'une législation nationale pour protéger efficacement les droits de la propriété intellectuelle. Elle défend l'idée de faire davantage appel aux médias, aux expositions et autres moyens de vulgarisation pour faire connaître les technologies d'origine locale et les résultats de recherches « judicieusement importées ».

L'étude préconise le renforcement des établissements de recherche et l'instauration d'un système de gestion indexé sur leurs résultats. Elle recommande également la création de centres de recherches sur l'eau, l'industrie, l'énergie et les mines.

La nouvelle politique a été dévoilée par le ministre de l'industrie, Girma Biru, et le directeur général de l'Agence éthiopienne de science et technologie, Zerihun Kebede, lors d'une cérémonie qui a réuni environ 150 organisations, dont l'UNESCO.

L'Éthiopie a suivi la méthode adoptée par l'UNESCO pour préparer la première ébauche du document de politique, qui a ensuite été examiné par l'équipe de politique scientifique de l'UNESCO à Paris et par Ali Osman, représentant l'Agence éthiopienne de science et technologie. M. Nirya, consultant de l'UNESCO, a effectué deux missions en Éthiopie et, quand l'examen touchait à sa fin, le bureau de l'UNESCO à Addis-Abeba a aidé le gouvernement éthiopien à organiser une conférence nationale des parties concernées.

*Pour en savoir plus (à Addis-Abeba) : n.satti@unesco.org
Voir également Planète Science, avril 2006*

Un manuel sur **les dauphins**

Une campagne éducative et un manuel en faveur de la préservation des dauphins et de leur habitat ont été lancés lors d'une conférence de presse au Siège de l'UNESCO le 2 mai.

Tout sur les dauphins ! La brochure multilingue est un outil éducatif à destination des enfants de 6 à 14 ans, qui a été conçue par le PNUE, la Convention des Nations Unies sur les

espèces migratrices, l'UNESCO et d'autres partenaires, dans le cadre de la campagne pour l'Année du dauphin 2007.

La brochure est disponible en deux éditions multilingues, l'une en anglais, allemand, italien, français et espagnol, l'autre en anglais, allemand, turc, grec et arabe. Elle sera distribuée dans le monde entier par le Réseau des Écoles associées de l'UNESCO, par le PNUE et dans les principales destinations touristiques.

L'Année du dauphin vise à mieux faire connaître ce mammifère aux enfants et aux adultes et à les sensibiliser aux risques qu'il encourt. Qui sait, par exemple, qu'il en existe 38 espèces, ou que les dauphins peuvent être effrayés ou blessés par la pollution sonore sous-marine provenant des bateaux, des éoliennes, des relevés sismiques ou des sonars militaires ? L'Année fournira également aux décideurs de nouvelles informations et associera à sa campagne les communautés locales. C'est pour toutes ces raisons qu'elle a été rattachée à la Décennie des Nations unies pour l'éducation en vue du développement durable, dirigée par l'UNESCO.

La campagne en faveur du dauphin constitue, par ailleurs, un pas vers la réalisation des objectifs internationaux entérinés par les gouvernements pour réduire le taux d'érosion de la biodiversité d'ici 2010. Y participent les Nations unies, les gouvernements, les OIG, les ONG et le secteur privé. L'UNESCO milite pour la biodiversité marine à travers ses 70 réserves de biosphère marines côtières dans plus de 30 pays.

Pour en savoir plus sur l'Année : www.yod2007.org

« Correspondances biosphère » prend son envol

Le 14 mai, le consortium mondial de compagnies aériennes Star Alliance a rejoint les rangs du MAB de l'UNESCO, de la Convention Ramsar sur les zones humides et de l'Union pour la conservation de la nature afin de participer à la protection de la biodiversité, dans le cadre d'un tout nouveau programme : Correspondances biosphère.

Star Alliance aidera ces trois organismes de défense de l'environnement en assumant les frais de transport de leur personnel de terrain se rendant à des réunions, conférences et autres manifestations. « Le programme aidera les personnels de terrain et les directeurs de réserves de biosphère à assister notamment aux stages et ateliers de formation destinés à renforcer leurs compétences en matière de préservation de la biodiversité », explique Ishwaran Natarajan, directeur à l'UNESCO de la division des sciences écologiques et de la terre. « Correspondances biosphère contribuera à sensibiliser le monde politique et des affaires, la société civile et les médias quant à l'importance du travail réalisé par le personnel de terrain et les directeurs des réserves de biosphère, en présentant aux voyageurs des reportages audiovisuels et dans les magazines de bord sur leurs activités ».

En échange, les trois organismes aideront les compagnies aériennes affiliées à Star Alliance à respecter la Déclaration d'engagement environnemental qu'elles ont toutes signée,



Les dauphins sont menacés par la pollution, la destruction de leur habitat, la surpêche, les changements climatiques et la pollution sonore sous-marine générée par l'homme. Chaque année, on estime à 100 000 le nombre de dauphins tués à des fins commerciales et à 300 000 ceux qui meurent après s'être pris accidentellement dans des filets de pêche

dans leurs efforts pour dialoguer et collaborer avec la clientèle, les gouvernements, les communautés locales, leurs employés et leurs fournisseurs afin de résoudre les problèmes d'environnement.

Autre moyen pour améliorer la performance des compagnies vis-à-vis de l'environnement : associer ces compagnies aux recherches pour réduire l'incidence des émissions de gaz à effet de serre sur le changement climatique en lançant et en finançant des projets de substitution par le biocarbone. « Avec le temps », déclare Ishwaran, « l'UNESCO trouvera dans les réserves de biosphère des idées de projets capables de contrebalancer les émissions de carbone, et utiles pour les compagnies aériennes et leur clientèle ».

Un exemple qui vient à l'esprit est celui de la captation du carbone par la biomasse, comme le font les projets de protection et de réhabilitation des forêts. Ces projets ne se contentent pas de réduire les effets du changement climatique, ils contribuent aussi à protéger la biodiversité et à favoriser le développement rural. Dans les réserves de biosphère, les émissions de carbone pourraient aussi être réduites par la mise en place de nouvelles technologies, l'amélioration du rendement énergétique et le renforcement des énergies renouvelables.

Grâce à ces projets de substitution, les pays pourraient s'engager dans le marché du carbone, mécanisme autorisé par le protocole de Kyoto, qui permet aux pays développés d'acheter des crédits aux pays en développement. Cela crée des situations où les deux parties sont gagnantes.

Le Réseau mondial des réserves de biosphère comprend également 59 zones humides de Ramsar et des dizaines de sites du patrimoine mondial. Beaucoup de réserves de biosphère se situent dans des pays desservis par le réseau Star Alliance³, qui assure plus de 16 000 vols par jour vers 855 destinations de 155 pays.

Pour en savoir plus : www.biosphereconnections.com ; www.unesco.org/mab/biosphereconnections/lbc.shtml

3. Air Canada, Air New Zealand, ANA, Asian Airlines, Austrian Airlines, British Midlands Airlines, LOT Polish Airlines, Lufthansa, Scandinavian Airlines, Singapore Airlines, South African Airways, Spanair, SWISS, TAP Portugal, Thai Airways, United and US Airways, Adria Airways (Slovenia), Blue1 (Finland) and Croatia Airlines. Air China, Shanghai Airlines et Turkish Airlines ont toutes été acceptées comme futurs membres

Les vedettes du roc vont cartographier le monde

Du 12 au 16 mars, le Bureau britannique d'études géologiques a célébré dans ses locaux, le lancement de ce qui pourrait bien devenir la plus ambitieuse des opérations de cartographie. Les deux prochaines années, les géologues vont réunir les pièces d'un projet mondial, pour lequel chaque nation aura fourni par Internet des données sur les roches de son territoire, pour en recomposer le plus grand puzzle jamais conçu.

Le projet OneGeology, qui mobilise les plus grands scientifiques des Bureaux géologiques d'au moins 55 pays, bénéficie du soutien de l'UNESCO et de six autres organismes mondiaux. Il cartographiera les données géologiques dynamiques de toute la surface de la terre, qui seront ensuite converties en une nouvelle norme internationale, un langage d'échanges géologiques, appelé le GeoSciML qui, en se généralisant, permettra de mettre en commun et d'intégrer ces données sur toute la planète. Il permettra également de transférer vers les pays en développement un savoir-faire précieux réduisant le temps de l'apprentissage en ligne.

« Tous les géologues savent que la géologie et les roches ne respectent pas les frontières politiques humaines » déclare Ian Jackson, responsable du projet au Bureau britannique d'études géologiques. « Pas plus que les problèmes d'environnement et les ressources naturelles qui vont avec. Le changement climatique rend encore plus urgente la nécessité de mettre des données de bonne qualité et complètes sur l'environnement, à la disposition de ceux qui en ont besoin. En collaborant à OneGeology, chaque nation peut faire localement un petit quelque chose qui concourt à une entreprise mondiale ».

OneGeology fera un apport substantiel à l'Année internationale de la planète Terre, qui commence officiellement le 1er janvier dans le cadre d'un partenariat réunissant l'UNESCO, l'Union internationale des sciences géologiques et les Bureaux géologiques nationaux. L'Année montrera en quoi les sciences de la terre sont indispensables à la société.

L'UNESCO organisera du 16 octobre au 3 novembre une exposition sur ce thème à Paris, pendant la Conférence générale. L'exposition apportera des éclairages sur les origines de la terre, la tectonique des plaques, les catastrophes naturelles, la diversité biologique et géologique, le savoir autochtone, le changement climatique et le développement durable.

Pour en savoir plus sur le projet : mtc@bgs.ac.uk; www.onegeology.org; et sur l'exposition : a.candau@unesco.org

Concours de photos

Le Programme international de géosciences de l'UNESCO lance, le 1er septembre, un concours de photos sur Le Visage changeant de la Terre, afin de sensibiliser les jeunes à l'état de la planète. Le concours, ouvert aux jeunes de 15 à 20 ans du monde entier, décernera 40 prix. Les inscriptions seront closes le 31 janvier 2008.

Chaque candidat soumettra une seule photo en couleurs témoignant de sa vision – positive ou négative – du changement accéléré du paysage de la planète. La photo devra illustrer l'un des dix thèmes de l'Année internationale de la planète terre (voir liste). Les scènes, urbaines ou rurales, devraient évoquer les changements de paysage dus à des phénomènes naturels ou à l'intervention humaine.

Les 40 lauréats recevront deux ouvrages de l'UNESCO : *Explique-moi la Terre* et *Le visage changeant de la terre*. Leurs noms seront publiés dans le numéro d'avril 2008 de *Planète Science* et sur le portail des sciences de l'UNESCO.

Comment s'inscrire

La photo soumise au concours devra être accompagnée des précisions suivantes :

- Thème de la photo (d'après la liste ci-contre);
- Prénom, nom et âge;
- Adresse postale complète et, si possible adresse électronique;
- Légende décrivant la photo en 2 ou 3 phrases;
- Langue (anglais ou français) dans laquelle vous désirez recevoir les deux livres.

Si vous envoyez la photo par Internet, n'oubliez pas d'y inscrire votre nom. Toute photo de haute résolution (300 dpi, 700 KB minimum) devra constituer un fichier image séparé dans le serveur de l'UNESCO : <ftp://ftp.unesco.org/upload/sc> Nom d'utilisateur : ftp-sc, mot de passe : /*ftpsc !), la placer dans le dossier intitulé **Photo contest 2007**. Adressez en même temps un courriel à photocontest@unesco.org comportant les informations (de la liste ci-dessus). Puisque les photos envoyées par l'intermédiaire du serveur ftp n'y resteront que cinq jours, afin d'éviter sa surcharge, ne tardez pas à envoyer le courriel de confirmation.

Si c'est par la poste que vous envoyez votre candidature, adressez l'enveloppe à Concours Le Visage changeant de la Terre, Rédactrice en Chef de *Planète Science*, UNESCO, 1 rue Miollis, 75732 Paris, France.

Toutes les photos reçues seront ensuite accessibles sur le portail des sciences, à partir de mars 2008, et pourront être reproduites par l'UNESCO à d'autres fins, le nom du photographe étant dûment crédité. Elles ne seront pas restituées.



Site du concours : www.unesco.org/science; sur les thèmes du concours : www.esfs.org



Jayanta Shaw a illustré le changement de son paysage familier dans cette photo poignante d'un tireur de rickshaw poursuivant sa course dans une rue inondée de Calcutta, en juillet 2006. Shaw a soumis cette photo au concours de l'Institut UNESCO-IHE d'éducation relative à l'eau, finalement gagné par Prasanta Biswas, originaire aussi de l'Inde. Pour consulter toutes les photos soumises : www.unesco.ihe.org

Voici les dix thèmes du concours « Le visage changeant de la Terre » :

- Le sol – épiderme vivant de la Terre, la planète dans nos mains
- Les eaux souterraines – vers une utilisation durable
- Les risques naturels – réduire les risques, capitaliser les bienfaits
- La terre et la santé - bâtir un environnement plus sûr
- Le changement climatique – la pierre témoigne
- La question des ressources – vers une exploitation durable
- Les mégapoles – creuser plus profond, construire plus sûrement
- Les entrailles de la terre – de la croûte au noyau
- L'océan – les abysses du temps
- La terre et la vie : les origines de la diversité

Le prix

Explique-moi la Terre présente les principaux aspects des sciences de la Terre : la place de notre planète dans l'univers et dans le système solaire, sa structure, la tectonique des plaques, le rôle de l'atmosphère et de l'hydrosphère, la formation des reliefs, les glaciations, les risques naturels. Cet ouvrage a été publié par l'UNESCO en 2006.

Le visage changeant de la Terre retrace en dix étapes la dérive des continents depuis la Pangée, l'unique supercontinent qui commença à se diviser il y a 250 millions d'années. Publié en 2003 par l'UNESCO et la Commission de la carte géologique du monde, l'ouvrage comprend des cartes et un céderom.

Campus virtuel pour enseignants en Égypte

Le ministère de l'éducation égyptien a donné le feu vert à l'UNESCO, le 13 juin, pour lancer les travaux du Campus scolaire virtuel d'Égypte. Il sera mis en place dans les quatre prochaines années pour former, au final, un million d'enseignants.

Le projet mettra à profit l'expérience du Campus virtuel Avicenne, établi par l'UNESCO dans le bassin méditerranéen entre 2003 et 2006 en collaboration avec la Commission européenne.

Les enseignants seront formés au cours d'un apprentissage mixte : conventionnel et de télé-enseignement. Ils pourront utiliser la Bibliothèque virtuelle et toutes les autres ressources pédagogiques mises à la disposition des universités partenaires du Campus virtuel Avicenne (voir *Planète Science*, octobre 2006).

Quelque 27 centres d'enseignement en ligne seront créés à travers l'Égypte. D'ici la fin de l'année ils devraient être en mesure de proposer une formation et un tutorat inspirés du concept d'enseignement en ligne, de contrôle de qualité, de production de cours et de formation en ligne d'enseignants. Ces centres constitueront un réseau national, qui pourrait servir de modèle aux régions Afrique et États arabes.

Le système éducatif de l'Égypte est, selon la Banque mondiale, l'un des plus grands du monde, avec 16 millions d'élèves de 6 à 18 ans et 41 000 écoles. La croissance démographique, qui a ralenti ces dernières années se maintenait cependant à 1,9 % en 2005 (Service officiel d'information égyptien), ce qui indique que la population va bientôt passer à 80 millions d'habitants.

L'Égypte a scolarisé tous ses enfants dans le primaire et le secondaire, selon le *Recueil de données mondiales sur l'éducation* de cette année, publié par l'UNESCO. Reste désormais à en améliorer la qualité. En outre, la multitude d'enseignants nécessaires oblige à intégrer dans leur formation l'enseignement en ligne.

Le ministère égyptien de l'éducation financera environ un cinquième du budget de 20 millions de dollars prévu pour ce projet extrabudgétaire. Le reste proviendra de l'UNESCO et de donateurs comme les Banques de développement africaine et arabe, et la Commission européenne.

En juin 2006, le gouvernement égyptien avait adressé au Directeur général de l'UNESCO sa demande officielle de création du Campus scolaire virtuel d'Égypte. Dès réception, Mohamed Miloudi, de la division de l'UNESCO de la politique scientifique et du développement durable, avait préparé une étude de faisabilité, suivie d'un document technique de projet, en consultation avec les bureaux de l'UNESCO au Caire et à Beyrouth, et en collaboration avec le P^r Gamal Darwish, directeur du Centre Avicenne égyptien, au Caire.

Pour en savoir plus : t.miloudi@unesco.org;
http://lavicenna_unesco.org

Mettre fin au braconnage en RDC

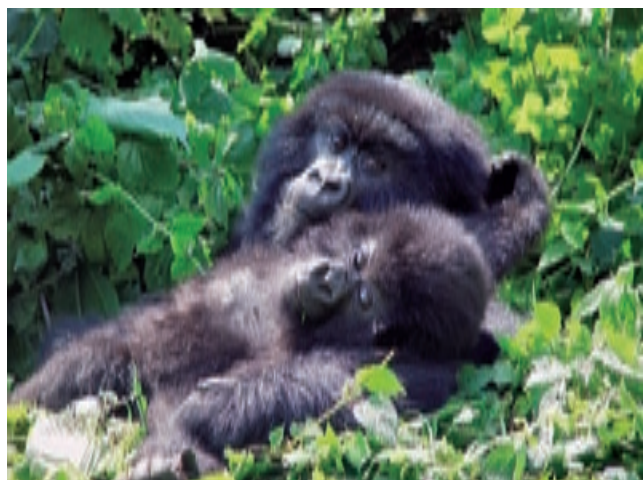
Le Directeur général de l'UNESCO a écrit le 12 avril à Joseph Kabila, Président de la République démocratique du Congo (RDC), et à Jean-Marie Guehenno, Sous-Secrétaire général des Nations Unies pour les opérations de maintien de la paix, afin de leur demander des mesures urgentes et systématiques pour mettre un terme au braconnage et à l'abattage des espèces animales en danger sur les cinq sites du patrimoine mondial de la RDC.

L'initiative du Directeur général fait suite à des rapports faisant état de plusieurs centaines d'hippopotames et d'au moins deux gorilles des montagnes tués au cours des derniers mois dans le Parc national de Virunga, inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1979 et sur la Liste du patrimoine en danger en 1994. Les quatre autres sites du patrimoine mondial de la RDC – les parcs nationaux de Garamba, Kahuzi-Biega, Salonga et la Réserve animale Okapi – sont tous inscrits sur la Liste du patrimoine en danger.

Tout en reconnaissant la qualité du travail de conservation mené par l'Institut congolais pour la conservation de la nature, Koïchiro Matsuura souligne que la présence de groupes armés sur ces sites, notamment des rebelles Mai Mai et rwandais, représente pour les parcs une menace que les rangers de l'Autorité congolaise des Parcs nationaux ne peuvent contenir. En fait, pris pour cibles par des milices, certains rangers et leurs familles ont perdu leurs biens, ont été blessés ou même tués.

Le Directeur général demande que le mandat de la mission de l'ONU en RDC (MONUC) soit étendu à la protection des sites du patrimoine mondial de la RDC ainsi qu'à d'autres zones protégées.

Pour en savoir plus: www.unesco.org/mab/graspl/home.shtml;
<http://whc.unesco.org/en/statesparties/cd>



Une mère gorille de montagne et son petit au Rwanda. Au moins deux individus de cette espèce ont été abattus, ces derniers mois, dans le Parc national de Virunga, en RDC. L'UNESCO et le PNUE coordonnent le Projet pour la sauvegarde des grands singes

Premier géoparc pour l'Asie du Sud-Est

Le géoparc de Langkawi, en Malaisie, est devenu, le 1er juin, le 52^e membre du Réseau mondial de géoparc nationaux. Lancée par l'UNESCO en 2004, l'initiative des géoparc est devenue une réalité dans 17 pays⁴.

L'archipel tropical malais a été rattaché au Réseau en raison de sa diversité géologique et biologique. À ce jour, 90 sites du patrimoine géologique ont été identifiés à travers le géoparc de Langkawi, dont neuf figurent sur la liste du patrimoine géologique national de Malaisie. Dans la zone intertropicale, les reliefs géologiques sont si peu apparents sous la densité du couvert végétal que Langkawi constitue une salle de classe à ciel ouvert pour le tourisme éducatif, à tous les niveaux.

Certains sites du patrimoine géologique de l'archipel, étudiés de façon plus approfondie ont été réunis en une grande entité de protection appelée « Parc des géoforêts » ; d'autres sont classés en monuments géologiques ou en géosites protégés.

L'île de Langkawi doit son statut de destination touristique privilégiée en Malaisie à deux facteurs : sa désignation en 1987 comme île dispensée de droits de douane, et l'inauguration en 1990 de la Langkawi Development Authority (Lada) qui, ayant mis en valeur l'archipel, en a fait une destination pour l'écotourisme national et international. Langkawi espère maintenant le devenir aussi pour toute l'Asie du Sud-Est.

Le géoparc de Langkawi est fortement soutenu par le gouvernement central de Malaisie et par l'État de Kedah. Il compte aussi parmi ses protecteurs la famille royale de Kedah et l'ancien Premier ministre, le Tun Dr. Mahatir Mohammad. L'étroite coopération établie entre Lada



©M. Patzak/UNESCO

Le géoparc de Langkawi comprend le parc de la géoforêt de Kilim, photographié ici, remarquable au point de vue géologique et biologique. La plante qui réussit à s'infiltrer dans les fissures de cette falaise calcaire ne pousse que dans cet écosystème : rappelant un palmier miniature ou une fougère arborescente, le cycade (Cycas Clivicola) avec ses grands limbes découpés, pousse en plein soleil ; il est considéré, dans la Liste rouge de l'UICN, plante quasi-menacée. Ce géoparc couvre 99 îles, la plus grande ayant environ 50 km de diamètre. L'archipel se situe sur la côte nord-ouest de la Malaisie, dans l'État de Kedah, près de la frontière thaïlandaise. On s'y rend facilement par mer et par avion

et l'industrie du tourisme en général pourrait servir de modèle à bien des membres plus anciens du Réseau des géoparc de l'UNESCO.

Pour en savoir plus : m.patzak@unesco.org ; www.unesco.org/science/learn/geoparks.shtml

4. Allemagne (6), Autriche (2), Brésil (1), Rép. populaire de Chine (18), Croatie (1), Espagne (4), France (2), Grèce (2), Iran (1), Italie (3), Malaisie (1), Norvège (1), Portugal (1), Irlande (1), Roumanie (1), Royaume-Uni (6), République tchèque (1)



Hommage à Pierre-Gilles de Gennes

Prix Nobel de physique en 1991, le Professeur Pierre-Gilles de Gennes est mort le 18 mai dernier à Orsay en France, à l'âge de 74 ans. L'UNESCO rend hommage à ce chercheur hors normes, qui assurait depuis 2003 la présidence du Jury international du Prix L'ORÉAL-UNESCO pour les femmes et la science dans le domaine des sciences de la matière.

A côté de son immense travail de recherche – il reçut le Prix Nobel pour ses travaux sur les cristaux liquides, dont les écrans de télévision plats à cristaux liquides sont l'une des applications les plus en vogue aujourd'hui – le professeur de Gennes défendait l'accès de tous à la science. Il avait accepté de participer à la remise du Prix L'ORÉAL-UNESCO destiné à promouvoir des femmes dans la recherche et par là même à encourager les jeunes filles à s'engager dans cette aventure qu'il aimait tant.

Il présidait encore la séance solennelle tenue le 22 février dernier dans le grand Amphithéâtre de l'UNESCO pour la remise des Prix 2007 à cinq scientifiques venues de plusieurs continents. Son décès a laissé un grand vide auprès de la communauté des lauréates, les membres du jury et les collaborateurs du groupe L'ORÉAL et de l'UNESCO.